

### Agriculture : A quand le décollage ?

MAMPASI Kapita Dieudonné, S.J.

**A**u lendemain des crises financière et alimentaire mondiales, l'état des lieux de l'alimentation et de l'agriculture au niveau mondial reste encore peu reluisant et même préoccupant dans certaines régions. L'agriculture est le premier des huit objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui veut « réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population mondiale qui souffre de la faim ». L'évaluation du suivi de ce premier objectif est préoccupante pour l'Afrique subsaharienne qui présente une progression généralement faible et irrégulière, alors que parmi les régions en développement l'Asie du Sud et l'Asie de l'Est ont augmenté leur production alimentaire au cours des dix dernières années d'au moins 4%. Récemment, la Banque mondiale a pu constater que la volatilité et le niveau élevé des prix alimentaires continuent de menacer les pauvres. Elle veut « donner la priorité aux problèmes alimentaires et protéger les populations pauvres et vulnérables qui consacrent la majeure partie de leurs revenus à l'alimentation ». Pour nous, en Afrique, tout cela se joue sur un fond d'accaparement des terres par des pays riches et étrangers ou des multinationales, qui fragilisent davantage l'autosuffisance et la sécurité alimentaires.

A cause de l'actualité de la problématique agroalimentaire et de l'urgence de la solution à y apporter en RD Congo, notre revue *Congo-Afrique* s'est proposée de consacrer ce numéro du mois de mai à l'agriculture. Pourquoi l'agriculture en RD Congo ne décolle-t-elle pas en dépit des potentialités incommensurables dont dispose le pays dans ce secteur ? C'est à ce type de questionnement que nous invitons nos lecteurs.

L'agriculture est un secteur clé de la vie de notre pays. Car elle a des liens multiples et fondamentaux avec d'autres secteurs tout aussi importants: les infrastructures routières, ferroviaires et les voies navigables; la santé ; le développement humain ; le social en général, pour ne citer que ceux-là. En RD Congo, elle a certes toujours occupé le devant de la scène comme domaine de préoccupations ; mais malheureusement pas nécessairement comme domaine d'actions et de réalisations. Dès l'époque coloniale, les essais de modernisation de l'agriculture connurent un grand échec, à cause de l'inadéquation des moyens financiers, techniques et humains. Mais une réelle volonté politique de la rendre productive avait permis d'atteindre en 1959 une quasi-autonomie ali-

Jésuite. Rédacteur en chef adjoint de *Congo-Afrique*  
E-mail : kadima5009@yahoo.fr

mentaire. L'agriculture assurait à l'époque 38,6% de nos exportations. On aurait souhaité que les générations suivantes des politiciens nationaux, fils et filles du pays, puissent retenir la leçon pour l'avenir ! Hélas, il n'en fut rien.

Quand le Président Joseph Mobutu prend le pouvoir, il lance une invitation percutante le 12 décembre 1965, par l'opération «retroussons les manches», avec des gestes symboliques appelant au retour à la terre et à la valorisation du travail communautaire, voie de développement de tous et d'indépendance économique. Une voie exigeante parce qu'elle impliquait un changement de mentalité : pour le Congolais, passer du statut d'assisté à celui d'autosuffisant alimentaire ; du mépris du travail de la terre à sa valorisation ; du sous-emploi et de la pauvreté à la victoire sur le chômage et la création des richesses, grâce à l'investissement humain de tous dans le travail de la terre. Il revient plutard à la charge en déclarant l'«Agriculture, priorité des priorités».

En dépit de ce travail d'animation politique, les préoccupations du redressement économique conditionné et imposé par l'aide internationale ont jeté aux oubliettes le souci des équilibres structurels de l'économie congolaise, laissant la production minière l'emporter sur la production agricole et exacerbant ainsi une évolution déséquilibrée initiée dès les années de l'indépendance. Aujourd'hui, c'est encore et toujours le langage des mines et des ressources naturelles qui prévaut. Puisqu'on en attend la mise en place des infrastructures, même au prix d'une saine alimentation des Congolais. Mais en a-t-on le droit ?

Après un demi-siècle d'indépendance politique, force est de constater que quand on invite le peuple à « retrousser les manches », quand on déclare l'agriculture «priorité des priorités» avec des programmes à résultats mitigés tels que le Programme d'Autosuffisance Alimentaire (PRAAL) ou le Programme National de Relance du Secteur Agricole et Rural (PNSAR), il ne s'agit là que de slogans sans lendemain, par manque de volonté politique essentiellement, mais aussi d'absence d'indépendance dans la fixation des priorités de développement et la planification des actions politiques. Et l'agriculture est aujourd'hui dans un naufrage honteux.

Ce qui est en jeu et qui a été jusqu'ici mis en péril dans le secteur agricole, est pourtant énorme. En effet, n'en déplaise à la fixation sur le secteur minier comme moteur de développement, l'agriculture elle aussi peut résorber le chômage et donner le goût de vivre à la masse rurale qui en dépend exclusivement. La production agricole peut jouer un rôle stabilisateur et équilibrant de l'économie souvent soumise aux fluctuations conjoncturelles des prix et des revenus de la production minière. En même temps qu'elle permet de nourrir sa propre population, la production agricole peut être une source importante de revenus et servir à maintenir l'équilibre de la balance des paiements, comme le montrent les exemples du Kenya, de la Côte d'Ivoire, du Cameroun et du Zimbabwe. Etant devenue un enjeu stratégique important d'indépendance économique, la production agricole peut aussi servir d'instrument stratégique d'indépendance politique effective. Un pays véritablement indépendant politiquement est celui qui est capable de nourrir sa population.

Faire de l'agriculture « la priorité des priorités » dans un pays où 80% de la population en dépendent ne doit pas être subordonné à une politique de slogans à effet médiatique. Cela est vrai et doit être pris très au sérieux. Car c'est une exigence morale. Mais la relance de l'agriculture n'est possible qu'au prix d'efforts titanesques, concertés, planifiés et convaincus. Des efforts qui ne se limiteraient pas au seul secteur agricole, mais doivent être multisectoriels.

La relance agricole est impérative en RD Congo. Nous y consacrons trois des articles de fond. Celui du Prof. Isangu Mwana-Mfumum SJ examine la place du secteur agro-alimentaire en analysant le budget national 2011. Il soutient qu'une politique agricole pertinente et réaliste devrait montrer l'importance des denrées alimentaires et de l'agriculture qui les produit. La planification agricole actuelle en RD Congo révèle cependant des écarts dommageables entre cette importance avérée et la pratique courante qui, en dépit des discours officiels optimistes, n'a consacré que 2,7 % des dépenses du budget à l'agriculture, forêt, chasse, pêche et développement rural en 2011, et n'en attend que 0,2 % des recettes depuis ces trois dernières années. Cette manière de saborder l'agriculture n'est donc pas nouvelle. En vue d'une autosuffisance et d'une sécurité alimentaires effectives et durables, il formule une série de recommandations tant aux pouvoirs publics, qu'aux propriétaires des capitaux, aux institutions de formation agronomique, aux professionnels de l'agriculture et aux consommateurs des produits agricoles.

Une des clés à même de tirer l'agriculture du naufrage est la création des emplois agricoles, dont le Prof. Richard Ngub'Usim et l'Ir Alfred Kibangula font le plaidoyer. Il va sans dire que des emplois agricoles décents seraient l'expression d'une politique agricole cohérente et une réponse appropriée au problème du chômage qui gangrène le pays. Le Roi des Belges Léopold II aurait dit : «les mines feront le Congo, l'agriculture le sauvera». Les échecs d'une politique de développement qui n'a misé que sur les mines montrent la nécessité d'un changement de perspective et d'une diversification économique, en exploitant les potentialités de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage, comme le soutient Mr Augustin Tshilombo wa Nshimba dans son article sur « le développement de l'agriculture. Enjeux nationaux et espoirs d'une région : cas du Kasai ».

La satisfaction des besoins alimentaires des Congolais est un impératif moral. Elle pose aussi l'exigence de l'éradication de la corruption, thème du V<sup>ème</sup> Atelier national des Acteurs politiques catholiques, dont nous publions les discours d'ouverture et de clôture, le message final et les recommandations. La corruption est un des maux qui minent l'action des planificateurs politiques de la RD Congo. Avec 80 millions d'hectares des terres arables, la RD Congo pourrait nourrir 2 milliards de personnes. Force est de constater l'échec des politiques agricoles mises en place jusqu'à ce jour. Nous espérons que les réflexions de cette livraison de *Congo-Afrique* interpellent les esprits pour la sauvetage de notre agriculture.

Dieudonné MAMPASI Kapita, S.J.